

## Réforme du collège, pourquoi les syndicats ne désarment pas

Leur stratégie, présentée lors d'une conférence de presse à Paris, jeudi 12 novembre, consiste désormais à refuser ou à perturber les formations prévues par le ministère pour préparer les enseignants à la mise en œuvre de la réforme, prévue pour septembre prochain.



ANNE-CHRISTINE POUJOULAT/AFP

Manifestation des enseignants contre la réforme du collège le 17 septembre 2015 à Marseille.

Après deux journées d'action en demi-teinte au printemps et à la rentrée et après une manifestation nationale qui a rassemblé à Paris, courant octobre, moins de 20 000 personnes, les syndicats opposés à la réforme du collège veulent entretenir la mobilisation au niveau local, dans les salles des professeurs et au sein des établissements, en y associant si possible les parents d'élèves.

Comme l'a indiqué lors d'une conférence de presse, le jeudi 12 novembre, à Paris, une intersyndicale rassemblant notamment le Snes, Force ouvrière, le Snaic, la CGT, Sud ou encore la CFE-CGC, il s'agit, entre autres, de distribuer des tracts et d'inviter tous les acteurs concernés à signer une carte postale et à l'adresser au président de la République pour réclamer « l'abrogation » de la réforme, qui doit prendre effet à la rentrée prochaine.

> À lire aussi: [Réforme du collège, une manifestation pour remobiliser ou un baroud d'honneur?](#)

**Boycotter ou contester les formations**

Mais la bataille, désormais, porte avant tout sur les formations que le ministère organise pour préparer les enseignants à la mise en œuvre du « nouveau collège ». Ces formations (8 jours pour chaque professeur, pour un budget total de 24 millions d'euros) n'auraient d'autre visée qu'un « formatage », si l'on en croit l'analyse de François Portzer, le président du Snalc.

L'intersyndicale suggère de boycotter ces formations en se « couvrant » au préalable par le dépôt d'un préavis de grève. Ou bien de s'y rendre pour les contester, pour poser les questions auxquelles les formateurs « ne sauront pas répondre »...

> **À lire aussi: François Dubet: « Le collège restera un monstre pédagogique »**

### **Les sessions de la Toussaint « ont fait le plein »**

La tenue, dans 17 des 30 académies, de séances de formation pendant les vacances scolaires de la Toussaint, à destination de professeurs volontaires et indemnisés à hauteur d'une cinquantaine d'euros par jour, avait déjà fait grincer des dents. Mais, assure le ministère, ces sessions ont « fait le plein » avec 6 200 participants et parfois même « plus de présents que d'inscrits ».

Au total, soutient le cabinet de Najat Vallaud-Belkacem, 34 600 ont déjà été formés à la réforme du collège: 14 360 personnels d'encadrement (inspecteurs, chefs d'établissement, adjoints) et formateurs, de même que 20 300 enseignants. Les syndicats, eux, dénoncent des « pressions » de toutes sortes pour contraindre les professeurs à prendre part à ces formations.

### **« Le chemin est encore long »**

Opposés à un surcroît d'autonomie des établissements et à une réduction des horaires disciplinaires au profit d'enseignements pratiques interdisciplinaires, les membres de l'intersyndicale assurent que tout n'est pas perdu. Que se passera-t-il néanmoins si, comme tout semble l'indiquer, le gouvernement va jusqu'au bout de son projet? « Le chemin, jusqu'en septembre, est encore long », botte en touche Jacques Paris, secrétaire général du Syndicat Force ouvrière des lycées et collèges.

Ce qui est sûr, avance Frédérique Rolet, cosecrétaire générale du Snes, le syndicat majoritaire, c'est que « les 4 000 postes supplémentaires promis ne suffiront à mettre en œuvre la réforme dans de bonnes conditions ». Il en faudrait, estime-t-elle, « au moins 6 000 ».

> **À lire aussi: Ce que les syndicats reprochent au « nouveau » collège**

### **Quel contre-projet?**

Si les membres de l'intersyndicale – à laquelle ne participent ni le Sgen-CFDT ni l'UNSA – s'accordent sur le caractère « indigeste » du projet ministériel et sur la nécessité de faire évoluer un collège miné par les inégalités, ils se refusent à proposer des pistes communes de contre-réforme. À l'exception du Snalc, qui suggère de mettre en place un collège « modulaire », ils n'ont d'ailleurs guère de propositions à verser au débat.

> **À lire aussi: Réforme du collège, ce que proposent (ou pas) les syndicats grévistes**

**DENIS PEIRON**

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Reforme-du-college-pourquoi-les-syndicats-ne-desarment-pas-2015-11-12-1379493>